

26 octobre 1983 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Entretien de M. François Mitterrand, Président de la République, accordé au journal tunisien "La Presse", Paris, Palais de l'Élysée, mercredi 26 octobre 1983.

QUESTION.- A la veille de votre visite en Tunisie, quelle évaluation faites-vous, monsieur le Président, du dossier des relations tuniso - françaises ?

- LE PRESIDENT.- Il n'y a pas de contentieux. Sinon que les relations bilatérales doivent être toujours ajustées. Nos relations sont, en fait, actives, fécondes. D'autant plus que l'Histoire a bien voulu que nos deux peuples puissent franchir les étapes difficiles. En sachant conserver l'essentiel, et, finalement choisir l'harmonie plutôt que la contradiction. Cela est dû, je pense, à la nature du peuple tunisien, qui est un peuple ouvert, vif, et qui comprend bien la mentalité française.

- Cela est dû, aussi, à un certain nombre de dirigeants. Je pense en-particulier au président Bourguiba, que j'ai connu moi-même il y a longtemps, précisément aux époques les plus difficiles, et qui, avec un courage personnel que chacun connaît et une très vive intelligence, a eu une conception historique à la fois comme combattant de la libération de son pays et en même temps en sachant placer ce mouvement historique dans une large perspective.

- Comme nous avons vécu cette période - où j'exerçais moi-même certaines responsabilités - j'ai été tout de suite très sensible au fait de persévérer dans une relation qui me paraît bonne mais qui comme toutes les relations internationales - exige d'être constamment mise au point pour que l'on ne "piétine" pas. Je crois que ces relations - grâce à ce voyage qui suit bien d'autres - devraient pouvoir s'actualiser tout à fait. Je vais entendre en effet l'opinion des dirigeants, des groupes socio-professionnels, je percevrai mieux l'écho de tout un peuple et j'aurai aussi des images toutes fraîches de la Nation tunisienne. Je m'en réjouis et j'attends ce voyage avec espoir et serais très honoré d'être l'hôte du président Bourguiba et du peuple tunisien.

QUESTION.- Vos relations avec le président Bourguiba remontent à très longue date. Vous avez connu le Leader tunisien pendant la période de la colonisation. Vous revoyez trente ans plus tard l'homme d'Etat qui a réussi l'heureuse mutation - sans haine et sans rancune - des relations tuniso - françaises.

- LE PRESIDENT.- Je voudrais évoquer la physionomie, tout à fait particulière dans l'histoire moderne, du président Bourguiba, qui en tant que patriote tunisien a obtenu les résultats que vous savez. L'indépendance dans les conditions de réussite. Ce n'est pas facile d'aborder le problème de la décolonisation, lorsqu'on prend tous les risques sur soi ... c'est ce qu'il a fait ! Puis finalement parce qu'il a su intégrer cette action dans la perspective que j'évoquais il y a un moment : il a choisi l'harmonie en passant souvent par-dessus les difficultés du moment. Ce qui n'était pas toujours très facile. Je me souviens d'y avoir contribué. En effet, je me suis intéressé dès les années 50 `1950` à ce problème et j'ai soumis au gouvernement de l'époque un certain nombre de suggestions qui n'ont pas toutes été retenues sur le moment et d'avoir rencontré sur ce chemin, notre ami, le président Mendès France, qui avec le poids de son autorité - quand il était chef du gouvernement - a pu faire accomplir une étape décisive.

- Il se trouve que nous avons eu, devant nous, à côté de nous, un homme comme le président Bourguiba. La continuité de son action sur plus d'un quart de siècle - son combat remonte à plus longtemps en fait - la traversée de phases historiques, aussi nombreuses que variées, c'est un grand bienfait. Surtout lorsque cette durée est assortie d'une haute conception de l'histoire. C'est le cas. Je crois que la Tunisie en a bénéficié et je m'en réjouis pour elle.

le cas. Je crois que la Tunisie en a bénéficié et je m'en réjouis pour elle.\

QUESTION.- Si vous le permettez, je vais quand même revenir, avec votre permission, sur la question des relations Tunisie - France. J'ai écouté ce que vous avez dit tout à l'heure - seulement, je voudrais insister sur un point & petite plaidoirie pour un Tunisien.

- Les relations entre la France et la Tunisie sont fondées sur l'amitié et la confiance, vous l'avez rappelé. Je voulais vous dire le rôle que la gauche française a toujours assumé dans l'établissement de ces relations.

- Votre venue à l'Élysée a apporté un espoir en Tunisie au niveau, si vous voulez, du passage de ces relations à un stade supérieur, à une vitesse supérieure & il n'y a pas de contentieux, certes, mais il y a quand même quelques problèmes qu'on traîne, quelques questions qui traînent et nous pensons qu'un voyage du président Mitterrand en Tunisie ne devrait pas passer inaperçu. Peut-on espérer, monsieur le président, que votre visite puisse marquer un moment historique de ces relations ?

- LE PRESIDENT.- C'est mon ambition en tous cas. Vous me parlez de la gauche française, aujourd'hui je ne m'exprime pas spécialement au nom de la gauche mais je ne veux pas oublier mon propre passé auquel je reste fidèle ainsi qu'à mes racines politiques. La gauche était naturellement préparée à mieux recevoir les aspirations émanant de votre peuple alors qu'il ne connaissait pas encore son indépendance. Un certain nombre d'intellectuels et de politiques à gauche ont senti avant d'autres que cela était une aspiration non seulement légitime, en soi, mais également historiquement actuelle et non rejetée aux calendes grecques. Je crois que cela relève d'une certaine forme de culture que l'on trouve à gauche plus qu'ailleurs où, par -nature, l'on est conservateur et où l'on préfère donc garder ce que l'on a. La décolonisation a été un très grand acte difficilement accompli. La Tunisie, par une heureuse concordance d'hommes audacieux, a mieux assumé ce passage que d'autres. La France a eu le désir d'en sortir. Beaucoup de choses ont été faites avant moi et je ne compte pas du tout me substituer à l'histoire de ces dernières décennies.\

Cependant, si les Tunisiens le désirent, j'ai le sentiment que la France peut, en effet, à-partir d'un climat psychologique, donner un nouvel élan, en-particulier sur le -plan économique. En réponse à monsieur qui m'interrogeait, nous parlions tout à l'heure des transferts de technologies : c'est très important car beaucoup de gouvernements - c'est le cas du gouvernement américain et de quelques autres dont je ne citerai pas les noms parce que je n'ai pas l'intention de vous les communiquer - veulent bien commercer mais ne veulent pas transférer les technologies. La France y consent. C'est un choix profond, un choix récent. Certaines personnes vous diraient aisément "eh bien, vous avez tort, vous avez livré le moyen que vous avez d'être le seul détenteur d'une technologie". Nous, nous acceptons de les transférer. Voilà un point sur lequel on peut estimer qu'il y a un changement politique conforme au tempérament de la gauche française.\

QUESTION.- Les autorités françaises ont pris un certain nombre de mesures relatives à l'immigration. Cependant, les immigrés s'interrogent : quel avenir leur offre encore la France ?

- LE PRESIDENT.- Le problème qui se pose pour la France, je vais l'expliquer en termes simples. La France est un pays accueillant et il y a beaucoup d'immigrés en France qui apportent énormément à la France, par leur travail, par leur capacité intellectuelle ou manuelle souvent les deux à la fois. Il en vient notamment du Maghreb, dont en-particulier de Tunisie. Ce qui rend les choses difficiles, c'est qu'à côté de cette immigration reconnue - reconnue plus que jamais depuis deux ans et demi `1981` - avec les garanties apportées aux immigrés dans leur vie quotidienne, dans leur logement, pour leur relation avec la police - pour ne pas rester soumis à un système vexatoire - pour - en un mot - disposer de leur dignité d'homme et de travailleur. Je crois, tout de même, que nous avons fait des progrès dans ce sens. Et puis, s'il y a encore à faire, il faut me le dire. Il ne faut jamais manquer une occasion de me le dire, parce que c'est un des problèmes qui m'attache le plus. Je suis, du reste, très satisfait de voir l'apport des Tunisiens à l'économie française.\

`Suite réponse sur l'immigration` Seulement il y a l'immigration clandestine, qui vient d'ailleurs de tous les pays. Nous nous trouvons-là, devant une situation délicate. Car nous avons tenu aux

Français - d'origine ceux-là - l'engagement de ne pas mettre leur travail en compétition entre les uns et les autres. Il faut trouver un dosage, c'est ce qui a été fait jusqu'ici.

- L'immigration clandestine vient tout bouleverser. Des centaines, des milliers de familles viennent s'installer, passent par toutes les frontières, et concurrencer - y compris leurs frères régulièrement installés - les demandeurs d'emploi. Il se crée ainsi une situation psychologique, un environnement, difficiles, soupçonneux, qui sont - très injustement - reportés sur les émigrés en parfaite conformité avec les lois françaises.

- Je veux profiter de la circonstance pour dire à quel point je tiens à rendre hommage au travail des immigrés dans un pays comme la France. Ils ont beaucoup contribué à notre redressement, dès le lendemain de la dernière guerre mondiale. Mais j'insiste pour que tous ceux qui ne sont pas reconnus par notre loi puissent renoncer à venir chez nous - s'il n'y a pas le travail, cela n'en vaut pas la peine - car ils troublent considérablement l'opinion publique qui reste très sensible au problème du chômage, qui demeure la plaie des temps modernes.

- Alors naturellement, nous sommes obligés d'être sévères quant à l'accès du territoire français. Mais quiconque y a accès doit pouvoir y trouver les droits d'un citoyen ...

QUESTION.- Question relative à la Méditerranée : vous avez toujours manifesté, monsieur le Président, l'intérêt soutenu pour la Méditerranée. Sur quel point particulier pourrait se manifester, selon vous, une coopération entre les riverains et à quelle condition ?

- LE PRESIDENT.- Nous avons déjà beaucoup de relations avec chacun des riverains pris en tant que tel : la Communauté européenne `CEE`, dans laquelle participe éminemment la France, a des relations considérables avec chacun des pays du Maghreb, comme avec les pays de la Méditerranée orientale ou bien de l'Europe & la Grèce a adhéré il y a quelques années maintenant. Nous avons des accords avec les uns, avec les autres. C'est une vocation historique que nous n'allons pas rappeler maintenant et qui est présente à votre esprit comme au mien. On pourrait en effet imaginer une plus grande prise de conscience collective de nos pays, par-rapport à des problèmes internationaux touchant à la vie du monde. Je ne vois pas pourquoi on se confinerait à nos seuls problèmes, nous avons bien le droit d'avoir une opinion sur ce qui se passe ailleurs et d'abord sur ce qui se passe en Méditerranée.

- J'ai d'ailleurs proposé cette idée qui chemine et qui finira par triompher d'une conférence méditerranéenne - occidentale d'abord parce que l'on connaît et il ne faut pas trop embrasser, si l'on veut bien étreindre - qui permettra de définir un type de relation, de statuts des pays qui se trouvent à l'ouest de la Méditerranée. La Tunisie, la France font partie de ces Etats. Que d'abord nous protégeons la Méditerranée, mer qui se trouve au centre de beaucoup de grandes manoeuvres, d'intérêts contradictoires, sorte de poudrière traversée de toutes parts par les puissances contraires qui veulent aujourd'hui se partager l'influence dans le monde - ou plutôt se la disputer - j'aimerais mieux que l'on assiste à un partage équitable dans le monde entier.

- Nous mettons nos économies, autant que possible, en harmonie car le problème de l'élargissement du Marché commun à l'Espagne et au Portugal va poser, aux pays comme les vôtres, des problèmes très difficiles. Ils ne sont pas nouveaux : ce sont des problèmes proprement méditerranéens.

` Suite réponse sur la coopération entre pays méditerranéens `

- Je ne vois pas pourquoi nous n'aurions pas, à-partir de la Méditerranée dont nous sommes riverains, une idée sur les autres affaires. On ne peut pas se mêler de tout, mais il existe quelques grandes affaires sur lesquelles des pays de nationalité arabe, comme les vôtres, des pays musulmans et les pays de vieille civilisation chrétienne ayant dépassé la phase de relations coloniales, pourraient discuter.

- Prenez le cas du développement, on en parlerait là, tous ensemble : l'Espagne, la France, l'Italie, naturellement le Portugal, si on veut les résumer ainsi en gros, jusqu'à la Grèce. Je ne cherche pas à limiter ou à éliminer & quand je dis cela je pense aux pays de la Communauté `CEE` qui sont méditerranéens. On en parlerait aux Nations unies & dans toutes les conférences internationales on préparerait ce travail.

- L'on crie un peu dans le désert en disant que le développement c'est un bénéfice pour le Nord,

pour les régions industrialisées. Pourtant, nous ne sortirons pas de la crise sans passer par là. Sans songer à un plan d'action qui permettra, sur le -plan monétaire, sur le -plan des liquidités, sur le -plan des garanties des cours des matières premières, sur le -plan de l'autosuffisance alimentaire, sur le -plan de l'utilisation des ressources énergétiques autres que le pétrole, de réveiller les richesses naturelles de ces pays. Voilà, il y a de quoi faire. Et je serai moi-même très favorable à toute initiative qui irait dans ce sens.\

QUESTION.- Je passe à un autre aspect c'est la question du Moyen-Orient, mais exposé d'un autre angle : Iran - Irak. Votre appui, monsieur le Président, à l'Irak est, comme vous l'avez dit, l'appui aux belligérants qui cherchent la paix. C'est un appui qui se veut dissuasif. La paix étant retrouvée, croyez-vous, monsieur le Président, que l'Irak pourrait jouer un rôle décisif dans la région et plus particulièrement dans le règlement du conflit israélo - arabe ?

- LE PRESIDENT.- La France ne se pose pas en arbitre dans un problème qui touche principalement le Moyen-Orient avec des implications multiples dans le Proche-Orient et sur les mers à partir du Golfe Persique. Nous ne sommes les ennemis de personne. Nous ne sommes pas du tout les ennemis de l'Iran, je vous demande de le noter, et je souhaiterais que soit tout à fait apuré ce qui apparaît comme un passif mutuel.

- Nous n'avons aucune raison de considérer l'Iran qui est un grand et vieux pays qui a marqué l'histoire du monde autrement que comme un pays qui mérite le respect et cela sans avoir à nous mêler de sa politique intérieure. Il faut que cela soit dit parce qu'il m'arrive souvent d'entendre des contresens émis à ce sujet.

- Il y a une tradition ancienne qui nous a précédés depuis longtemps, qui veut que la France alimente l'Irak dans un certain nombre de domaines et notamment dans le domaine des armes. Par exemple, nous n'avons pas encore épuisé les contrats d'armements signés avant mon arrivée. On a parlé des avions Mirage, des contrats de ce genre. Ce sont des contrats antérieurs, c'est donc une politique déjà ancienne de la France, ce n'est pas spécialement ma politique. Aujourd'hui le premier contrat signé avec l'Irak, qui date de mars 1982, commence tout juste à être mis à exécution.

- Il faut être équitable : il y a du reste beaucoup d'autres pays qui souhaitent vendre des armes à l'Irak. Je crois qu'on aurait tort de faire de cette affaire la signification d'une sorte de parti pris.

- Quant à la notion d'équilibre dans cette région du monde comme ailleurs - je crois quand même que c'est une région dominante - c'est une donnée dominante : équilibre en Europe, équilibre au Proche-Orient, équilibre au Moyen-Orient, équilibre en Afrique. Si l'une des deux grandes puissances ou les autres veulent faire basculer de leur côté les -rapports de puissance on prend des risques de guerre considérables. C'est là en partie l'explication que j'ai donnée de notre présence au Liban, au Tchad.

- Dans le conflit Irak - Iran nous n'avons pas à prendre parti, mais nous pensons qu'il serait tout à fait dangereux que l'Irak ne dispose pas des amitiés et des -concours qui permettent d'aller au plus tôt vers une solution pacifique sans que ni l'un, ni l'autre de ces deux pays ne soit humilié, ni ne perde de son territoire. Il existe suffisamment d'instances internationales pour le faire. Voilà ce que je voulais vous dire sur ce sujet.\

QUESTION.- Je vous remercie d'avoir justement répondu à cette question et votre réponse va tout à fait dans le sens que j'attendais. Je voudrais vous poser une question maintenant sur l'OLP. Pour interne qu'elle semble être, la crise au sein de l'OLP n'engage pas moins la responsabilité de l'Europe qui n'ayant pas fait le geste qu'il fallait à l'égard d'Arafat, l'a mis en situation délicate à l'égard des siens. Monsieur le Président, peut-on s'attendre à des initiatives françaises ou européennes nouvelles ?

- LE PRESIDENT.- Si l'on parle du problème palestinien en tant que tel, je suis prêt à réitérer les prises de position sur le droit des Palestiniens de disposer d'une patrie, avec tous les attributs que cela suppose. S'il s'agit de l'OLP, j'ai dit moi-même dans la tribune de la Knesset et je l'ai répété tout à l'heure, qu'elle représentait la force combattante reconnue la plus représentative. On a trouvé des gens pour parler de ce peuple, ce peuple si malheureux, si ignoré et qui comporte tant de talents & on s'en aperçoit tous les jours. Dans la période des combats, dans laquelle nous sommes encore, entre l'OLP et Israël, il y a un certain nombre de principes que

laquelle nous sommes encore, entre l'OLP et Israël, il y a un certain nombre de principes que nous aurions voulu voir reconnus de part et d'autre.

- En-particulier le droit à l'existence mutuelle. Et si en effet, Israël a toujours contesté à l'OLP le droit de parler au nom des Palestiniens, on peut dire que l'OLP n'a pas de son côté été très claire. Elle a souvent abordé ces sujets, avec d'ailleurs un certain bonheur d'expression, mais sans dire ce que nous espérons : qu'Israël a le droit de vivre et de vivre en sécurité.

- Je reconnais que c'est un problème extrêmement difficile pour les Palestiniens, il est plus facile d'en parler de Paris. Il y avait une période de combats, de luttes dans lesquelles il était difficile d'intervenir. Malgré tout j'ai déjà reçu une délégation du Sommet des chefs d'Etat arabes de Fès parmi lesquels il y avait un palestinien. J'ai accepté de recevoir à Tunis une délégation de la Ligue arabe dans laquelle siègerait un membre de l'OLP. Par ailleurs, nous avons une délégation de l'OLP à Paris.

- Je ne pense pas que l'explication principale des difficultés de M. Arafat, qui est un homme intelligent et courageux, tiennent à la position de l'Europe occidentale qui, à diverses reprises, a reconnu les droits de ce peuple.

- J'ai toujours regretté l'incompréhension foncière des uns et des autres dans ce Proche-Orient si tourmenté. Je n'ai aucune observation à faire à l'égard de M. Yasser Arafat qui a cherché et parfois réussi à donner à son organisation une valeur diplomatique et une capacité historique. S'il y a aujourd'hui des difficultés nouvelles, je crois qu'elles tiennent beaucoup plus aux divisions entre gouvernements et aux grands intérêts du Proche-Orient. Dans l'ordre des difficultés, cela pourrait bien commencer par cela.\